

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 MAI 1926.

Proposition de loi dispensant temporairement les collèges des bourgmestres et échevins de l'obligation de publier annuellement la liste complète des électeurs.

DÉVELOPPEMENT.

I

MESSIEURS,

Le Code électoral prescrit la revision et la publication annuelles des listes électorales.

Les budgets communaux sont, de ce chef, grevés, de nos jours surtout, de lourdes charges.

En effet, les listes entrées en vigueur le 1^{er} mai dernier mentionnent le nom de 2,375,250 électeurs généraux et de 4,760,451 électeurs communaux. Dans le rapport que j'ai eu l'honneur de faire sur le Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1912 la dépense imposée alors aux administrations communales était évaluée à 4,500,000 francs. Ce chiffre serait considérablement dépassé si les dispositions du Code électoral devraient être appliquées à la revision dont les opérations commenceront le 1^{er} juillet 1926; il ne serait certainement pas inférieur à 7 millions, le prix de la main-d'œuvre et celui des matières premières ayant considérablement augmenté depuis 1922.

Il convient donc de rechercher si une dépense aussi considérable ne pourrait être évitée.

Les listes électorales entrées en vigueur le 1^{er} mai dernier seront employées en octobre prochain à l'occasion du renouvellement intégral des conseils communaux et, normalement, les électeurs communaux ne seront plus convoqués au scrutin avant 1932. Normalement aussi, il n'y aura pas d'élections générales ou provinciales avant le 1^{er} mai 1929.

Une revision des listes, avec la publication qui en est la conséquence, ne devrait donc pas être envisagée avant juillet 1928; mais il faut prévoir une dissolution des assemblées délibérantes, assurer l'exercice de leurs droits aux citoyens qui, chaque année, réunissent les conditions requises pour être inscrits sur les listes électorales et en rayer ceux qui n'ont plus qualité pour y figurer.

La réalisation d'économies indispensables est ainsi limitée par l'obligation de respecter les droits des citoyens belges, et d'assurer la sincérité des listes.

II

Le désir légitime d'éviter des dépenses que la nécessité n'impose pas a, depuis l'armistice, inspiré des propositions et des suggestions diverses en vue de supprimer ou de réduire les frais qui résultent de la revision des listes électorales lorsque celles-ci ne doivent pas servir normalement à des élections.

Il résulte de l'examen de ces propositions et de ces suggestions qu'on ne pourrait, sans rendre vaines les garanties dont le législateur a entouré la confection des listes, supprimer ou même modifier radicalement l'une ou l'autre des formalités prescrites par la loi pour la revision de ces listes et dont chacune est en liaison étroite avec les autres; les solutions qui ont été adoptées prêtent toutes plus ou moins le flanc à la critique.

III

Mes collègues et moi, nous estimons qu'il y a moyen de concilier des intérêts qui paraissent se heurter.

La solution que nous vous présentons est provisoire. Une solution définitive ne sera utilement envisagée que le jour où les Chambres seront saisies de la revision de l'ensemble des dispositions du Code électoral.

Nous proposons de décider que les listes entrées en vigueur le 1^{er} mai dernier ne seront plus intégralement reproduites avant 1928. Ces listes ont été dressées avec soin; la prolongation de leur emploi n'offre pas d'inconvénients tout au moins jusqu'au 30 avril 1929, car en juillet 1928 doit commencer la revision des listes qui, après le 1^{er} mai 1929, serviront aux élections législatives de cette année et qu'il faudra publier en leur entièreté.

Le respect du aux droits des citoyens ainsi que la nécessité d'assurer le contrôle des opérations électorales exigeant qu'on connaisse exactement le 1^{er} mai 1927 et le 1^{er} mai 1928 le nom de tous ceux qui ont acquis ou perdu le droit de vote, nous proposons donc de maintenir l'obligation que le Code électoral impose aux collèges des bourgmestres et échevins d'effectuer le travail de revision en juillet 1926 et 1927, conformément aux dispositions du Code électoral.

Mais nous prévoyons un mode spécial de publication des résultats de la revision qui aura lieu en juillet 1926 et de celle qui se fera en juillet 1927.

Ce mode d'agir serait le suivant :

Le nom de tous les citoyens qui ne pourraient plus, par suite de décès, de transfert de résidence ou d'indignité exercer leur droit de vote à partir respectivement du 1^{er} mai 1927 et du 1^{er} mai 1928, serait biffé à la main sur deux exemplaires des listes arrêtées le 1^{er} mai 1926.

Ces exemplaires seraient soumis au contrôle public qu'organise le Code électoral. L'un resterait déposé au secrétariat communal; l'autre serait remis au commissariat d'arrondissement.

Enfin la liste de tous les citoyens d'une commune qui réuniraient au 1^{er} mai 1927 et au 1^{er} mai 1928 les conditions requises pour exercer leur droit électoral mais, ne seraient pas inscrits déjà sur les listes arrêtées le 1^{er} mai 1926, serait seule intégralement publiée par voie d'impression ou d'autographie et ces listes spéciales, contrôlées et arrêtées comme le stipule le Code électoral, formeraient des annexes à la liste générale qui est en vigueur.

Notre proposition permettrait de réaliser des économies sérieuses; elle garantirait le droit de vote à ceux qui le possèderaient; elle assurerait le contrôle des listes; elle n'entraverait pas l'action publique.

Nous attirons enfin l'attention sur deux dispositions accessoires de notre proposition.

Nous vous demandons de décider qu'en 1926 et en 1927 le Roi pourra, comme il l'a fait en 1924 et en 1925, modifier les dates et les délais fixés par les dispositions du titre III du Code électoral. Souvent les listes ne sont pas arrêtées ou publiées à la date voulue; la modification des dates peut faciliter le travail de la revision; les arrêtés royaux qui ont été pris en la matière n'ont pas été critiqués.

Il serait aussi entendu que dans les communes où les listes électorales sont, conformément à l'article 63 du Code, dressées par section, la radiation d'un nom de la liste d'une section parce que l'intéressé résiderait dans une autre section de la même commune, ne devrait pas être signifiée comme l'ordonne l'article 85 du Code.

Mais, nous inspirant de ce qui est décidé par l'article 68 du Code, qui prévoit que sur les listes revisées un astérisque précède le nom des électeurs nouveaux, le nom d'un électeur rayé pour changement de section sur les deux exemplaires des listes arrêtées au 1^{er} mai 1926 serait précédé d'un chiffre ou d'un mot indiquant la section sur la liste de laquelle il est inscrit.

LIONEL PUSSEMIER.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 MEI 1926.

Bijlage van het wetsvoorstel waarbij de Colleges van Burgemeester en Schepenen tijdelijk worden ontslagen van de jaarlijksche openbaarmaking der volledige kiezerslijst.

TOELICHTING.

I

MIJNE HEEREN,

Het Kieswetboek schrijft de jaarlijksche herziening en openbaarmaking van de kiezerslijsten voor.

Uit dien hoofde drukken op onze gemeentebegrotingen, vooral in deze tijden, zware lasten.

Inderdaad, de kiezerslijsten, die op 1 Mei l. l. van kracht zijn geworden, vermelden de namen van 2,375,250 algemeene kiezers en 4,760,451 gemeentekiezers. In het verslag, dat ik de eer had uit te brengen over de Begroting van Binnenlandsche Zaken voor het dienstjaar 1922, werd de uitgave, alsdan opgelegd aan de gemeentebesturen, geschat op 4,500,000 frank. Dit cijfer zou ver overtroffen worden indien de bepalingen van het Kieswetboek moesten toegepast worden op de herziening waarvan de verrichtingen beginnen op 1 Juli 1926; het zou zeker niet beneden de 7 millioen blijven, daar het arbeidsloon en de grondstoffen aanzienlijk in prijs gestegen zijn sedert 1922.

Wij moeten dus onderzoeken of eene zoo groote uitgave niet kan vermeden worden.

De kiezerslijsten, van kracht geworden op 1 Mei l. l., zullen in October a. s. gebruikt worden voor de integrale vernieuwing der gemeenteraden, en, blijft alles normaal, zullen de gemeentekiezers niet meer ter stemming opgeroepen worden voor 1932. Evenmin zullen er algemeene of provinciale verkiezingen plaats hebben vóór 1 Mei 1929.

Eene herziening van de lijsten, met de openbaarmaking die er het gevolg van is, zou dus niet moeten plaats hebben vóór Juli 1928; men moet echter eene ontbinding van de Kamers voorzien, de uitoefening van hunne rechten verzekeren aan de burgers die elk jaar in de vereischte voorwaarden verkeerden om ingeschreven te worden op de kiezerslijsten, en er dezen afvoeren die geen recht meer hebben er op voor te komen.

Het doen van de onmisbare bezuinigingen is dus beperkt door de verplichting de rechten van de Belgische burgers te eerbiedigen en de nauwkeurigheid van de lijsten te verzekeren.

II

Het billijk verlangen van uitgaven te vermijden, die noodwendig zijn opgelegd, heeft sedert den wapenstilstand aanleiding gegeven tot verschillende voorstellen en aanwijzingen om de kosten te vermijden of te verminderen, die voortvloeien uit de herziening van de kiezerslijsten wanneer deze niet op normale wijze moeten dienen voor de verkiezingen.

Uit het onderzoek van deze voorstellen en aanwijzingen blijkt dat men, wil men de waarborgen door den wetgever gesteld voor het opmaken der lijsten niet tot een ijdel woord maken, de eene of de andere van de door de wet voorgeschreven formaliteiten voor de herziening van deze lijsten, die alle in nauw verband met elkander staan, niet kan opheffen of zelfs grondig wijzigen; de oplossingen die werden aangenomen zijn alle min of meer vatbaar voor kritiek.

III

Mijne collega's en ik zijn van gevoelen dat er wel een middel bestaat om belangen te verzoenen die met elkander niet schijnen overeen te stemmen.

De oplossing die wij U voorleggen is een voorloopige. Eene definitieve oplossing zal eerst kunnen verwacht worden wanneer het Parlement over de geheele herziening van de bepalingen van het Kieswetboek zal te beslissen hebben.

Wij stellen voor te bepalen, dat de lijsten die op 1 Mei laatstleden in werking werden gesteld, niet in hun geheel zullen worden overgedrukt, vóór 1928. Deze lijsten werden met zorg opgemaakt; het kan geene bezwaren opleveren dat zij wat langer in gebruik blijven, ten minste tot 30 April 1929; in Juli 1928 moet de herziening begonnen worden van de lijsten die, na 1 Mei 1929 zullen dienen voor de wetgevende verkiezingen in den loop van dat jaar en die in hun geheel moeten gepubliceerd worden.

De eerbied ten aanzien van de rechten der medeburgers, alsook de noodzakelijkheid van het toezicht over de kiesverrichtingen, eischen dat men op 1 Mei 1927 en op 1 Mei 1928 nauwkeurig den naam kenne van die welke het kiesrecht verkregen of verloren hebben; wij stellen dus het behoud voor van de krachtens het Kieswetboek aan de colleges van burgemeester en schepenen opgelegde verplichting om het herzieningswerk in 1926-1927 te doen plaats grijpen, overeenkomstig de bepalingen van het Kieswetboek.

Maar wij voorzien eene bijzondere wijze voor de openbaarmaking van de uitslagen der herziening die in Juli 1926 zal plaats grijpen en van die welke in Juli 1927 zal ondernomen worden.

Men zou het volgende doen :

De naam van al de burgers die, ten gevolge van overlijden, van verblijfsverandering of van onwaardigheid hun stemrecht niet meer zouden kunnen uitoefenen, te rekenen respectievelijk van 1 Mei 1927 en van 1 Mei 1928, zou met de hand worden geschrapt op twee exemplaren der op 1 Mei 1926 vastgestelde lijsten.

Deze exemplaren zouden ter inzage liggen voor de openbare contrôle, naar

luid van het Kieswetboek. Een exemplaar zou op het gemeentesecretariaat neergelegd worden; het ander zou overgemaakt worden aan het commissariaat van het arrondissement.

Ten slotte zou alléén de lijst van al de burgers eener gemeente, die op 1 Mei 1927 en op 1 Mei 1928 de vereischten bezitten om het stemrecht uit te oefenen, doch niet ingeschreven zijn op de den 1 Mei 1926 vastgestelde lijsten, geheel en gansch ter openbaarmaking worden gedrukt of geautographieerd en deze bijzondere lijsten, gecontrôleerd en vastgesteld naar luid van het Kieswetboek, zouden bijlagen uitmaken van de algemeene lijst die geldig is.

Ons voorstel zou ernstige besparingen toelaten; het zou een waarborg zijn voor de rechthebbenden van het stemrecht; de contrôle der lijsten zou verzekerd wezen; het openbaar leven zou niet worden gestoord.

Anderzijds, vestigen wij de aandacht op twee bepalingen van ondergeschikten aard van ons voorstel.

Wij vragen dat in 1926 en 1927 de Koning zou gemachtigd worden, zooals dit het geval was in 1924 en 1925, om wijziging te brengen in de datums en de termijnen welke vastgesteld zijn door de bepalingen van Titel III van het Kieswetboek. Niet zelden gebeurt het, dat de lijsten op den vereischten datum niet vastgesteld noch openbaargemaakt zijn; eene wijziging in de datums kan het herzieningswerk vergemakkelijken; en tegen de Koninklijke besluiten welke op dit stuk werden genomen, werden geene bezwaren aangevoerd.

Anderzijds zou het verstaan zijn, dat in de gemeenten waar, volgens artikel 68 van het Wetboek, de kiezerslijsten worden opgemaakt per wijk, de schrapping van een naam op de lijst van eene wijk — omdat de betrokkene in eene andere wijk gevestigd is — niet moet beteekend worden naar de bepaling van artikel 85 van het Wetboek.

Artikel 68 van het Wetboek bepaalt dat op de herziene lijsten de naam der nieuwe kiezers van een sterretje wordt voorafgegaan; welnu eveneens zou de naam van een kiezer, die werd geschrapt wegens verandering van wijk, op de twee exemplaren der op 1 Mei 1926 vastgestelde lijsten, voorafgegaan worden van een cijfer of van een woord waardoor de wijk wordt aangeduid van de lijst waarop hij ingeschreven is.

LIONEL PUSSEMIER.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Proposition de loi dispensant temporairement les collèges des bourgmestres et échevins de l'obligation de publier annuellement la liste complète des électeurs.

ARTICLE PREMIER.

Les collèges des bourgmestre et échevins sont dispensés jusqu'au 1^{er} juillet 1928 de l'obligation de publier annuellement la liste complète des électeurs généraux, provinciaux et communaux.

ART. 2.

Néanmoins ces collèges procéderont en 1926 et en 1927 à une rectification des listes électorales en se conformant, sauf ce qui est stipulé ci-après, aux dispositions du Code électoral.

ART. 3.

L'article 4 de la loi du 30 juillet 1924, prorogé par la loi du 6 avril 1925, et conférant au Roi le droit de modifier les dates et délais fixés par les dispositions du titre III du Code électoral, est applicable à la revision dont les opérations commenceront le 1^{er} juillet 1926 et le 1^{er} juillet 1927.

ART. 4.

Les listes électorales imprimées ou autographiées qui seront entrées en vigueur le 1^{er} mai 1926 le resteront jusqu'au 1^{er} mai 1929; elles seront corrigées ou complétées conformément

Wetsvoorstel waarbij de colleges van burgemeester en schepenen tijdelijk worden ontslagen van de jaarlijksche openbaarmaking der volledige kiezerslijst.

EERSTE ARTIKEL.

De colleges van burgemeester en schepenen worden, tot 1 Juli 1928, ontslagen van de verplichting, jaarlijks de volledige lijst openbaar te maken van de algemeene, provinciale en gemeentelijke kiezers.

ART. 2.

Deze colleges zullen, niettemin, in 1926 en 1927, de kiezerslijsten herzien en zich hierbij gedragen, behoudens hetgeen hierna wordt bepaald, aan de beschikkingen van het Kieswetboek.

ART. 3.

Artikel 4 van de wet van 30 Juli 1924, verlengd bij de wet van 6 April 1925, waarbij de Koning gemachtigd wordt de datums en termijnen, bij de beschikkingen van titel III van het Kieswetboek bepaald, te wijzigen, is van toepassing op de herziening waarvan de verrichtingen op 1 Juli 1926 en op 1 Juli 1927 zullen aanvangen.

ART. 4.

De gedrukte of geautographeerde kiezerslijsten, welke op 1 Mei 1926 in voege zullen getreden zijn, blijven van kracht tot op 1 Mei 1929; zij worden verbeterd of aangevuld overeenkomstig

aux décisions rendues soit par les collèges des bourgmestre et échevins, soit par les Cours d'appel; les rectifications seront mises en vigueur par le commissaire d'arrondissement conformément à l'article 127 du Code électoral.

ART. 5.

La publication en 1926 et en 1927 par voie d'impression ou d'autographie des décisions comportant radiation ou inscription du nom d'un électeur est régie par les dispositions suivantes :

1° Le nom des électeurs rayés, lors de la revision provisoire, pour cause de décès, d'indignité ou de transfert de résidence, soit dans une autre commune, soit dans une autre section de la même commune, sera biffé sur deux exemplaires des listes électorales entrées en vigueur le 1^{er} mai 1926; le nom de l'électeur rayé sera précédé d'une indication faisant connaître la section sur la liste de laquelle il a été inscrit.

L'un des deux exemplaires visés ci-dessus restera déposé au secrétariat communal où il sera soumis à l'inspection du public; le second exemplaire sera déposé au commissariat d'arrondissement aux fins prévues par le Code électoral.

Par dérogation aux dispositions de l'article 88 du Code électoral, le collège des bourgmestre et échevins ne sera pas obligé de délivrer copie de cette liste.

2° Comme annexe aux listes qui sont entrées en vigueur le 1^{er} mai 1926, il sera publié, dans la forme prévue par l'article 68 du Code électoral, ainsi que dans les conditions prévues par les autres articles de ce code, une liste des électeurs inscrits lors de la clôture provisoire des listes électorales.

de beslissingen hetzij van de colleges van burgemeester en schepenen, hetzij van de Hoven van beroep; de verbeteringen worden in voege gesteld door den arrondissementscommissaris, overeenkomstig artikel 127 van het Kieswetboek.

ART. 5.

De openbaarmaking, in 1926 en in 1927, door drukken of autographeeren van de beslissingen tot schrapping of inschrijving van den naam van een kiezer, valt onder de toepassing van de navolgende bepalingen :

1° De naam van de geschrapte kiezers, bij gelegenheid van de voorloopige herziening, uit hoofde van overlijden, onwaardigheid of overbrenging van verblijfplaats, hetzij in een andere gemeente, hetzij in een andere afdeeling van dezelfde gemeente, wordt geschrapt op twee exemplaren van de op 1 Mei 1926 in voege getreden kiezerslijsten; de naam van den geschraptten kiezer wordt voorafgegaan van een vermelding omtrent de afdeeling op welker lijst hij ingeschreven is geworden.

Een van bovenvermelde exemplaren blijft berusten op het gemeentesecretariaat alwaar het ter inzage blijft liggen van het publiek; het tweede exemplaar wordt neergelegd op het arrondissementscommissariaat ter fine zooals wordt voorzien door het Kieswetboek.

In afwijking van de bepalingen van artikel 88 van het Kieswetboek, is het college van burgemeester en schepenen niet gehouden van deze lijst kopij te verstrekken.

2° Als bijlage van de op 1 Mei 1926 in voege getreden lijsten, wordt op de bij artikel 68 van het Kieswetboek voorziene wijze, alsmede op de wijze voorzien door de overige artikelen van dit wetboek, eene lijst openbaar gemaakt van de kiezers ingeschreven op het oogenblik van de voorloopige sluiting der kiezerslijsten.

ART. 6.

Les collègues des bourgmestre et échevins apporteront le cas échéant à la liste déposée au secrétariat communal ainsi qu'à la liste complémentaire y annexée les modifications résultant des décisions intervenues lors de la clôture définitive.

En outre, les collègues des bourgmestre et échevins feront parvenir au commissaire d'arrondissement, soit un certificat constatant que l'exemplaire des listes complètes qui lui a été adressé ne comporte plus de modifications, soit la liste des changements à y apporter.

ART. 6.

De colleges van burgemeester en schepenen brengen, desvoorkomend, aan de op het gemeentesecretariaat neergelegde lijst, alsmede de daaraan gehechte aanvullende lijst de wijzigingen toe, voortvloeiende uit de beslissingen genomen bij de definitieve sluiting dier lijsten.

Daarenboven, doen de colleges van burgemeester en schepenen aan den arrondissementscommissaris geworden hetzij een bewijsschrift tot vaststelling dat het hem toegezonden exemplaar der volledige lijsten geen wijzigingen meer vereischt, hetzij de opgave van de daarop aan te brengen veranderingen.

LIONEL PUSSEMIER.

F. GOLENVAUX.

PÉPIN.

F. VAN CAUWELAERT.
